

Interview de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, au journal télévisé américain CBS Evening News, notamment sur les armes nucléaires et la question iranienne, à Washington le 12 avril 2010.

Katie COURIC -- Monsieur le Président, merci infiniment d'avoir accepté cette interview de CBS. Nous sommes très heureux.

LE PRESIDENT -- C'est un grand honneur pour moi d'être invité par CBS News et je vous remercie. Je vous l'avais promis, lorsque nous nous étions rencontrés à New York. Croyez bien que pour moi c'est un honneur et un plaisir.

Katie COURIC -- Merci beaucoup. Je vais commencer par vous poser une question sur les armes nucléaires : la possibilité qu'un terroriste acquière un dispositif explosif nucléaire est entre 30 et 50%. Est-ce que vous pouvez décrire le scénario le plus envisageable qui vous préoccupe le plus concernant ces armes nucléaires ?

LE PRESIDENT -- Je crois que le Président OBAMA a eu tout à fait raison de convoquer un sommet avec une quarantaine de chefs d'Etat et de chefs de Gouvernement, pour parler de la question du terrorisme nucléaire. IL y a un risque. Est-ce que ce risque est de 30, de 40, de 50%. Peu importe. Il y a un risque. Et nous devons affronter le risque de terrorisme nucléaire ensemble. Ce risque peut être soit qu'un pays qui a l'arme nucléaire tombe dans les mains d'organisations terroristes, qu'un pays qui soutienne des organisations terroristes les aide à obtenir une bombe nucléaire. Mais quelle que soit la formule, c'est l'ensemble de la communauté internationale qui doit réagir pour lutter contre cette forme de terrorisme. C'est l'une des raisons qui explique ma présence avec d'autres chefs d'Etat aujourd'hui et mon soutien au sommet qu'organise le Président OBAMA.

Katie COURIC -- Nombre de personnes disent que le Pakistan est un endroit où l'on pourrait pénétrer de force dans une installation nucléaire. Quelles sont les mesures pour faire en sorte que ces matériaux nucléaires ne tombent pas entre les mauvaises mains. Comment empêcher que ceci ne se fasse ?

LE PRESIDENT -- Ce que nous faisons, c'est que nous soutenons le régime pakistanais dans sa lutte contre les terroristes et dans sa lutte contre les talibans. Nous avons besoin des Pakistanais, du Pakistan pour éradiquer la question talibane en Afghanistan. Et nous avons besoin de soutenir le Pakistan pour que celui-ci puisse se développer, donner du travail à ses habitants. Le Pakistan a l'arme nucléaire, il est inenvisageable pour nous que le Pakistan puisse un jour tomber dans des mains qui seraient celles de terroristes.

Katie COURIC -- Mais comment faites-vous pour que ces matériaux nucléaires, dans quelque pays que ce soit, soient réellement sécurisés ? Est-il possible de le faire intégralement, totalement ?

LE PRESIDENT -- Le risque zéro n'existe jamais, mais nous allons parler de la sécurité du combustible nucléaire à des fins militaires. Nous allons parler de la sécurité des installations nucléaires, même si ce sont des responsabilités qui sont d'abord nationales, de souveraineté nationale. Ensemble nous devons affronter ces questions pour sécuriser le monde. J'ajoute que j'ai été très intéressé de voir la doctrine américaine en matière d'utilisation de l'arme nucléaire, en ultime stratégie de légitime défense, qui se rapproche beaucoup de ce que nous, les Français, nous considérons comme notre doctrine d'emploi de notre arme nucléaire. Finalement. que

... nous considérons comme notre destin à l'emploi de notre arme nucléaire. Finalement, que l'ensemble des puissances se rassemble pour évoquer cette question, c'est la meilleure façon de garantir la sécurité du monde.

Katie COURIC -- Les Etats-Unis et la Russie ont signé un traité la semaine dernière qui vise à réduire le nombre d'armes nucléaires et les Etats-Unis ont publié une nouvelle doctrine en matière nucléaire. Certains disent que cela va diminuer le pouvoir des Etats-Unis. Est-ce que l'objectif d'un monde débarrassé d'arme nucléaire est réaliste ?

LE PRESIDENT -- Le Président OBAMA, il y a un an dans son discours de Prague, a dit qu'il rêvait d'un monde sans arme nucléaire. Tout le monde rêve avec lui de ce monde là. Mais il a également considéré que l'arme nucléaire pour les pays qui l'avaient, devait être gérée de manière extrêmement raisonnable. Il a défini une nouvelle stratégie d'emploi de l'arme nucléaire. Le Président BUSH avait abaissé les conditions où les Etats-Unis pouvaient utiliser leur arme nucléaire. Le Président OBAMA a relevé le niveau en précisant que c'était vraiment dans des cas bien précis, d'ultime légitime défense pour les intérêts vitaux des Etats-Unis ou de leurs alliés. Je me reconnais totalement dans cette doctrine et voyez-vous la France elle-même est le premier pays au monde qui a dit combien il avait d'armes nucléaires. Nous sommes le seul pays. J'ai annoncé le chiffre : aux alentours de 300. Nous sommes le pays qui avons le plus réduit le nombre de nos armes nucléaires, c'est pour cela que je soutiens le traité Start, qui est une bonne nouvelle entre la Russie et les Etats-Unis. On n'est plus dans la Guerre froide. Et que la première puissance du monde, les Etats-Unis, signe un traité avec la Russie, c'est une bonne nouvelle. On ne va pas retrouver l'ambiance de la Guerre froide. Et par ailleurs, sur la doctrine d'emploi du nucléaire qui ne peut être employé, - je veux dire le nucléaire militaire - , que dans une ultime solution je crois que cette doctrine du Président OBAMA est sage et elle rejoint la doctrine traditionnelle de la France.

Katie COURIC -- Dans quelles circonstances est-ce que la France serait d'accord pour abandonner ses armes nucléaires ?

LE PRESIDENT -- La France comme je vous l'ai dit, nous avons - et je veux le dire à nos amis américains qui ne le savent certainement pas - nous avons renoncé aux essais nucléaires et nous avons ratifié le Traité d'interdiction des essais nucléaires, nous sommes les seuls à l'avoir fait et nous avons fermé le plateau d'Albion, où il y avait notre site pour envoyer des missiles chargés de l'arme nucléaire et j'ai annoncé le nombre de nos armes nucléaires, nous les avons réduit du tiers. Aujourd'hui je considère que si j'allais plus loin, je pourrais mettre en cause la sécurité de mon pays. En tant que chef de l'Etat je suis garant de la sécurité de mon pays.

Donc nous aidons les Etats-Unis à lutter contre la prolifération. La question iranienne est une question extrêmement importante comme la question de la Corée du Nord. Nous accompagnons toutes les mesures pour lutter contre le terrorisme nucléaire. Nous soutenons toutes les mesures de réduction des armes nucléaires. Et nous conservons pour nous le strict minimum pour assurer la sécurité de notre pays.

Katie COURIC -- Ceci étant dit, laissez-moi vous poser la question que je vous ai posée il y a quelques instants : pas maintenant mais à plus long terme, dans plusieurs années, est-ce que vous pouvez concevoir un monde sans arme nucléaire aucune ?

LE PRESIDENT -- Dans le monde virtuel, sans arme nucléaire aucune, tout le monde serait ravi. Mais je ne pourrai pas mettre en danger la sécurité de mon pays. Il faut que vous compreniez, nous sommes un pays de 65 millions d'habitants, nous avons moins d'armes conventionnelles que les Etats-Unis, que la Russie, que la Chine. J'ai hérité de l'effort de mes prédécesseurs l'arme nucléaire qui est une spécificité de la France et je ne pourrai un jour renoncer à cette arme que dans la mesure où je serai certain que le monde soit stabilisé et en sécurité.

Quel est le rôle d'un chef de l'Etat ? Quel est son rôle ? Assurer la sécurité de son pays et des citoyens qui lui ont confié la responsabilité ultime d'être chef de l'Etat. Et je me reconnais tout à fait dans la doctrine qui est celle du Président OBAMA aujourd'hui. Lui-même a dit, si mon souvenir est exact, qu'il ne serait certainement pas là quand le monde n'aura pas d'arme nucléaire.

Katie COURIC -- Mais pensez-vous que c'est un but réaliste ? Et je ne vous reposerai pas la

question.

LE PRESIDENT -- C'est un rêve et souvent les rêves peuvent devenir des réalités mais je n'abandonnerai pas cette arme nucléaire, garante de la sécurité de mon pays, de façon unilatérale, dans un monde aussi dangereux qu'il l'est aujourd'hui. J'ajoute que les Etats-Unis comme la France,

Katie COURIC -- Et sur une base multilatérale ?

LE PRESIDENT -- J'ajoute que les Etats-Unis comme la France, nous sommes des démocraties. Nous n'utiliserons jamais ces armes pour attaquer qui que ce soit. Mais vous voyez bien que dans ce monde-là, tel qu'il est aujourd'hui - et c'est pour cela que des Sommets comme celui d'aujourd'hui sont importants - nous devons en parler ensemble, être mesurés et aussi être vigilants. Et c'est mon devoir de chef de l'Etat.

Katie COURIC -- Passons maintenant à l'Iran. Vous avez donc plaidé en faveur de sanctions beaucoup plus fortes contre l'Iran. Que voulez-vous dire par « des sanctions plus fortes » et dans quel but ?

LE PRESIDENT -- Je considère que l'acquisition par l'Iran d'une arme nucléaire à des fins militaires, couplée aux déclarations multiples des dirigeants iraniens contre la démocratie d'Israël, c'est un danger et c'est inacceptable. Le Président OBAMA a souhaité tendre la main pour bien montrer aux Iraniens que ce n'était pas eux qui étaient la cible mais leurs dirigeants. Il a souhaité tendre la main pour garantir l'unité de la communauté internationale et notamment du Conseil de sécurité. J'ai approuvé cette politique. Enfin la patience a des limites. Et nous sommes à un moment où il faut maintenant voter des sanctions. Non pas contre le peuple iranien mais contre les dirigeants qui conduisent le pays dans une impasse. L'idée de la possession de l'arme nucléaire par les dirigeants actuels de l'Iran est une idée inacceptable.

Katie COURIC -- Et donc, quel genre de sanctions ?

LE PRESIDENT -- Il y a une palette de sanctions qui sont possibles. Pour l'instant ce que nous essayons de faire avec le Président OBAMA, c'est de rassembler le Conseil de sécurité, une majorité au Conseil de sécurité, pour voter les sanctions les plus fermes possibles. Si nous y arrivons, tant mieux. Si nous n'y arrivons pas - je veux dire à obtenir une majorité au Conseil de sécurité -, alors il faudra que les Etats-Unis, l'Europe et d'autres, nous prenions nos responsabilités. Ces sanctions peuvent être multiples. Ce peut être des sanctions financières sur les comptes d'un certain nombre de dirigeants. Ce peut être des décisions que nous prendrions de ne plus acheter de pétrole à l'Iran. Il y a tout un tas de possibilités pour faire comprendre aux dirigeants iraniens que cette stratégie qui est la leur de l'obtention d'une arme offensive couplée à un discours offensif de leur part est inacceptable.

Katie COURIC -- Est-ce que vous êtes optimiste ? Pourrez-vous réaliser ceci au sein du Conseil de sécurité ou est-ce que vous pensez que cela va diluer les sanctions pour qu'elles ne soient pas efficaces ?

LE PRESIDENT -- Je suis réaliste. La meilleure solution, c'est l'unité du Conseil de sécurité, mais pas au prix d'une résolution qui serait tellement faible qu'elle ne servirait à rien. Moi, Madame, je ne voudrais pas que le monde se réveille avec un conflit entre Israël et l'Iran parce que la communauté internationale aurait été incapable d'agir. Et la question des sanctions, et nous sommes bien d'accord avec le Président OBAMA, c'est une question pour les jours ou les toutes prochaines semaines qui viennent. On ne peut pas rester immobile face à ce qui se passe. Les Etats-Unis ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour tendre la main, pour convaincre pacifiquement. Il faut maintenant, me semble-t-il, passer aux sanctions.

Katie COURIC -- Est-ce que vous étiez frustré, est-ce que vous sentiez que vous deviez presser les Etats-Unis pour durcir le ton sur l'Iran ?

LE PRESIDENT -- Non, mais j'en ai beaucoup parlé avec le Président OBAMA. Personne n'a la vérité est certainement pas moi. On en a parlé. et j'ai compris sa position qui consistait à tout faire pour convaincre de notre bonne foi. Je crois que tout a été fait, qu'il a eu raison de le faire et que l'unité de la communauté internationale doit être préservée. On a des gens à convaincre, les Russes vont dans la bonne direction, les Chinois bien sûr, le Brésil naturellement, la Turquie.

Katie COURIC -- Merci beaucoup.

Katie COURIC -- Les Chinois ?

LE PRESIDENT -- Les Chinois aussi. Parce qu'ils sont membres permanents du Conseil de sécurité, ils ont un droit de veto. Ce sont les discussions que nous avons en ce moment. Je suis réaliste, c'est difficile, mais en tout cas, il faut essayer, parce que c'est maintenant qu'il faut décider.

Katie COURIC -- Etes-vous préoccupé par une frappe israélienne contre une installation iranienne nucléaire ?

LE PRESIDENT -- Ce serait une catastrophe. Et je ne veux pas imaginer que ce soit possible. Mais la meilleure façon d'écartier ce scénario catastrophe, c'est de prendre des dispositions pour faire comprendre à Israël que nous sommes décidés à assurer la sécurité d'Israël, Israël devant par ailleurs faire les efforts nécessaires pour conclure une paix juste et durable avec leurs voisins palestiniens.

Katie COURIC -- Est-ce que vous pensez que des sanctions plus fortes aboutiront à quelque chose ? Parce que les Iraniens insistent sur la construction de cette capacité nucléaire.

LE PRESIDENT -- A la capacité des sanctions d'agir, parce que j'ai été impressionné par le courage du peuple iranien. Tous ces jeunes, toutes ces femmes qui ont manifesté dans les rues de Téhéran et dans les rues des grandes villes iraniennes, quel exemple extraordinaire de courage ! On ne va quand même pas être moins courageux qu'eux. Pour une fois que la rue, - je veux dire la rue iranienne - a montré le chemin, le chemin pacifique, le chemin de la paix. Est-ce qu'un pays comme l'Iran qui est une grande civilisation, un grand pays, est-ce que leurs dirigeants n'ont pas autre chose à faire que de courir après l'arme nucléaire ?

Par ailleurs, s'agissant de l'énergie nucléaire civile, nous avons tous dit que nous étions prêts à aider l'Iran à l'acquérir. Donc si les dirigeants iraniens sont de bonne foi, si c'est l'énergie nucléaire civile qu'ils veulent, il n'y a pas de problème. Le problème c'est que jusqu'à présent toutes les offres de dialogue se sont traduites par un échec. Donc on est bien obligé de passer au volet des sanctions.

Katie COURIC -- Une autre question à propos de l'Iran et ensuite je passerai à autre chose, vous pensez que des sanctions plus fortes vont rendre plus téméraires les rues ? Mais si cela rend plus téméraire le gouvernement à l'encontre des manifestants que vous admirez tant ?

LE PRESIDENT -- On peut prendre des sanctions ciblées, s'adressant aux dirigeants iraniens et ne faisant pas souffrir le peuple iranien. Mais il est important aussi que ceux qui ont le courage de dire ce qu'ils pensent aujourd'hui en Iran, sentent que le monde les regarde. Il ne m'appartient pas d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Iran. Mais que le monde les regarde, que le monde n'est pas indifférent à la souffrance de tout ces gens jetés en prison, vivant dans les conditions que l'on sait aujourd'hui. Et quand on a vu la brutalité de certaines formes de répression, on ne peut être que de leur côté. Même si c'est aux Iraniens de choisir leurs dirigeants et certainement pas à quelque pays étranger.

Katie COURIC -- Laissez-moi vous poser une question sur l'Afghanistan, M. le Président. Quand le Président OBAMA a annoncé ce redoublement d'efforts et a pensé que la France allait engager d'avantage de troupes. Plus tôt, vous avez indiqué que vous avez envoyé 80 formateurs militaires outre les 3 750 soldats maintenant en Afghanistan. Si vous soutenez la mission de l'OTAN en Afghanistan, pourquoi ne pas envoyer d'avantage de troupes de combat ?

LE PRESIDENT -- Vous me le dites avec un très gentil sourire, mais c'est sévère ce que vous me dites. Depuis que je suis Président français, j'ai doublé le nombre de nos soldats en Afghanistan. Et je l'ai fait à un moment où y compris les meilleurs alliés des Etats-Unis retiraient leurs soldats ou voulaient retirer leurs soldats, je pense à nos amis canadiens. C'était au Sommet de Bucarest. A ce moment-là j'ai doublé l'effort français. Et je considère que nous avons assez de soldats français pour faire face aux responsabilités qui sont les nôtres dans les deux régions que l'on nous a confiées dans le cadre de l'opération de l'OTAN, où nos soldats font un travail remarquable, où ils se battent chaque jour avec un courage extraordinaire. C'est la première remarque.

La deuxième remarque : je soutiens totalement l'orientation qui a été retenue. On ne peut pas partir d'Afghanistan. On ne peut pas perdre. Ce n'est pas une armée d'occupation qui se trouve en Afghanistan. nous sommes là pour aider les Afghans à se prendre en main et à vivre libres. On

en Afghanistan, nous sommes la pour aider les Afghans à se prendre en main et à vivre mieux. On ne va quand même pas laisser revenir ceux qui coupaient la main des jeunes filles parce qu'elles avaient du vernis à ongles. On ne va pas laisser revenir des gens qui ont condamné 6 millions de petites filles à ne pas aller à l'école. Donc notre stratégie est claire : nous soutenons cette opération, nous y sommes. Par ailleurs, s'il faut faire un effort supplémentaire pour développer le nombre de formateurs, notamment par notre base à Abou Dabi ou renforcer la formation de la police afghane, nous le ferons. J'en ai parlé avec le Président OBAMA, il n'y a pas de problème sur ce sujet.

Katie COURIC -- Est-ce que vous envisageriez d'envoyer d'avantage de troupes de combat, pas simplement des formateurs ?

LE PRESIDENT -- J'ai dit ce que je pensais là-dessus. S'agissant des troupes de combat, nous avons ce qu'il faut pour faire face à nos responsabilités. S'agissant des formateurs et des policiers, nous sommes prêts à former davantage d'officiers afghans. C'est un point que nous avons bien évoqué avec le Président OBAMA et on est sur la même ligne là-dessus, il n'y a pas de problème.

Katie COURIC -- L'Inde et la Chine, comme vous le savez, jouent un rôle plus important sur la scène internationale, alors que les Etats-Unis et l'Europe sont perçus comme en déclin sur le plan de l'influence. D'après vous, comment vous, la France et les Etats-Unis, pouvez réaffirmer une certaine importance dans un monde de plus en plus concurrentiel, compétitif ?

LE PRESIDENT -- D'abord, que la Chine et l'Inde développent leur croissance, tant mieux. Ils ont beaucoup de pauvres dans leur population. Et pour la stabilité et la sécurité du monde, on ne peut souhaiter que leur développement. J'ajoute que plus ils se développeront, plus les conditions sociales augmenteront et plus la concurrence pourra être loyale. Donc arrêtons de comparer le taux de croissance de la Chine et de l'Inde par rapport au taux de croissance des Etats-Unis ou de l'Europe. Nous ne partons pas du même niveau. Quand on part de plus bas, il est normal que la croissance soit plus rapide.

Je voudrais vous dire d'ailleurs une autre chose : nous avons tellement à partager, l'Europe et les Etats-Unis, ensemble. Nous pensons la même chose, nous avons les mêmes valeurs, nous avons le même niveau de développement, C'est ensemble que nous devons travailler, pas contre l'Asie, mais ensemble, Europe et Etats-Unis. Et cela fonctionne. Ce que l'on doit assurer surtout, ce sont les conditions d'une concurrence loyale. Je suis contre le protectionnisme, je suis pour la liberté des échanges, mais nous ne pouvons pas supporter le dumping monétaire, le dumping environnemental, le dumping social parce que nous avons aussi des emplois à protéger. Je regarde avec beaucoup d'intérêt ce qui a été voté à la Chambre des Représentants aux Etats-Unis, le système de taxe carbone aux frontières des Etats-Unis, je voudrais que l'Europe se dote du même système, non pas pour refuser la concurrence, non pas pour faire du protectionnisme, on n'a rien à attendre du protectionnisme - mais pour que la concurrence soit loyale, équitable, équilibrée.

Katie COURIC -- Votre popularité en France est autour de 30% selon le sondage. D'après vous, pourquoi est-ce que vous confrontez un tel défi dans la cour de l'opinion publique ?

LE PRESIDENT -- Tous les chefs d'Etat et de Gouvernement dans la crise, Madame que nous venons de connaître une crise fantastique, la crise du siècle, - c'est normal que les gens ne soient pas contents. Qu'est-ce que vous voulez qu'ils disent ? Le chômage a augmenté, ils ont de la souffrance. Ils nous disent : « sortez-nous de la crise ». Et forcément, on ne les sort pas assez vite de la crise. Il est tout à fait normal que dans tous les pays il y ait des difficultés. On regarde toujours les élections des autres, mais j'ai vu celle du Massachusetts aussi, quelles que soient par ailleurs les grandes qualités du Président OBAMA, parce que quand il y a la crise, il y a du mécontentement, parce qu'il y a de la souffrance. Et on s'adresse à qui quand il y a de la souffrance ? Au chef de l'Etat et au chef de Gouvernement. Mais nous, nous avons été élus pour faire les réformes nécessaires, pour sortir nos pays de la crise. C'est ce qu'on essaye de faire le mieux possible. Au moment des nouvelles élections, chacun choisira à ce moment là.

Katie COURIC -- Nous y reviendrons dans quelques instants mais tout d'abord, est-ce que vous et le Président OBAMA étiez d'accord par rapport au niveau des sondages ? Est-ce qu'il y a une

espèce de miséricorde commune ?

LE PRESIDENT -- Je vais peut-être vous décevoir, mais quand on se voit, on ne parle pas tellement de cela. On parle de la difficulté des choix que l'on a à faire. Quand nous avons dîné ensemble à la Maison Blanche, avec Michelle OBAMA et Carla, c'était très sympathique, très intéressant, très libre. Le couple OBAMA ce sont des gens avec qui il est facile de parler, de se comprendre et on confronte nos expériences, on parle de nos difficultés. Etre chef d'Etat, ce n'est jamais facile. Si c'était facile, ça se saurait. Mais en plus dans la crise, une crise comme le monde n'en a pas connu depuis la crise de 29, c'est encore plus difficile. Alors oui, cela fait du bien de parler avec des gens confrontés aux mêmes difficultés, de voir comment ils réagissent, ce qu'ils décident. C'était un moment qui restera très agréable, pour Carla comme pour moi, que ce moment passé à la Maison Blanche, dans l'appartement des OBAMA.

Katie COURIC -- L'année dernière, vous avez - dit-on - dit que le Président OBAMA n'avait pas l'expérience et n'avait pas été bien briefé sur les questions comme le changement climatique. Avez-vous vraiment dit cela ? Est-ce que vous le croyez encore si c'est le cas ?

LE PRESIDENT -- Je n'ai pas dit cela, je ne me souviens pas d'avoir dit cela parce que je ne l'ai pas dit. J'ai dit autre chose, en revanche. Que j'admire le fait que le Président OBAMA soit en avance par rapport à l'opinion américaine sur cette question. Il est très important que les Etats-Unis comprennent qu'ils sont la première puissance du monde et que nous ne pouvons pas préserver les équilibres environnementaux de la planète sans vous. Voir un Président des Etats-Unis qui arrive et qui dit : « j'ai compris que l'environnement est un enjeu », c'est une excellente nouvelle. J'aurais souhaité qu'à Copenhague, on aille plus loin. J'ai été déçu du résultat de Copenhague, mais j'ai compris que le Président OBAMA avait été le plus loin possible par rapport à la situation du Congrès et même à la situation de l'opinion publique aux Etats-Unis.

Katie COURIC -- Mais n'êtes-vous pas revenu en arrière sur la taxe carbone tant louée ?

LE PRESIDENT -- La taxe carbone, qu'est-ce que cela consiste à faire ? Pourquoi on veut une taxe carbone ? Je voudrais l'expliquer en deux mots très simples. On voudrait aider nos consommateurs à changer de comportement. Au fond, nous considérons qu'il n'est pas normal qu'acheter une voiture propre, cela coûte plus cher que d'acheter une voiture qui pollue. Donc par la fiscalité, nous voudrions aider au changement de comportement pour encourager les gens à faire des économies d'énergie, à acheter une voiture propre, à consommer propre. C'est cela la taxe carbone. Simplement, je ne peux pas mettre une taxe carbone en France, par exemple sur l'acier produit en France, si en Chine au même moment il n'y a aucune taxe sur l'acier. Parce qu'à ce moment là, ça veut dire que l'acier dont on a besoin en France sera produit en Chine plutôt qu'aux Etats-Unis, en Chine où on ne respecterait pas des règles d'environnement. Donc on réfléchit et on dit : « on fera une taxe carbone en France quand l'Europe se sera dotée d'une taxe carbone à ses frontières ». Et je souhaite que cette taxe carbone soit la même que celle dont se dotent les Etats-Unis à leurs frontières. Ce n'est pas une taxe protectionniste, cela rééquilibre la concurrence. Sinon on n'aura plus d'industrie dans nos pays.

Katie COURIC -- Ce n'était pas populaire du tout n'est-ce pas ?

LE PRESIDENT -- Dans le métier de chef d'Etat, vous avez des choses à faire qui sont justes sans être populaires. Madame, s'il n'y avait que des choses populaires à faire, il y a beaucoup de gens qui pourraient devenir chef d'Etat. Et nos métiers ne seraient pas si difficiles. Mais tout ne se réduit pas à la popularité ou à l'impopularité. Il y a quelque chose qui s'appelle son devoir. Le devoir de chef d'Etat, c'est de prendre des décisions, des décisions douloureuses qui engagent parfois la vie de nos soldats, des décisions qui ne sont pas populaires mais qui préparent l'avenir. C'est cela le métier.

Katie COURIC -- L'Union européenne a proposé à la Grèce une enveloppe d'aide si elle en a besoin. Est-ce que cela ne risque pas de susciter un précédent ? D'autres pays sont également en situation précaire...

LE PRESIDENT -- Ce n'est pas la Grèce, Madame, qui était attaquée, c'est l'euro. Nous sommes 16 pays à avoir la même monnaie. Quand un des membres de la zone euro est attaqué, les autres doivent le soutenir. Ce sont les ravages de la spéculation. Vous savez, ce dont nous avons

peur quand la décision a été prise en septembre 2008 de laisser tomber Lehman Brothers aux Etats-Unis, c'est la totalité de la planète financière mondiale qui a été emportée. Si hier, nous laissions tomber la Grèce, il se serait passé la même chose. C'était notre devoir de faire ce que nous avons fait. Nous nous sommes dotés d'un dispositif pour prêter à la Grèce l'argent dont elle aurait besoin. Nous avons la somme, nous avons les conditions techniques et notamment le niveau des taux d'intérêts. Nous sommes prêts, en accord avec le FMI et l'Europe, à réagir le moment venu. Et j'observe que depuis que nous avons pris cette décision dimanche, les « spreads » ont baissé et la situation tend à se normaliser. Tant mieux.

Katie COURIC -- Quand déciderez-vous si vous allez vous représenter aux élections de 2012 ?

LE PRESIDENT -- Quelque part à la fin de l'été, début de l'automne 2011. Mais pour les gens, ce n'est pas le problème. Les gens me demandent une chose et une seule : « sortez-nous de la crise dans laquelle nous sommes ». Et c'est ce qui doit motiver chaque minute, chaque instant de mon action. Le reste, c'est du détail pour eux. Ils veulent qu'on les sorte de la crise. Qu'il y ait moins de chômage, plus de croissance, plus de sécurité, plus de pouvoir d'achat. C'est ce qu'ils nous demandent. Croyez bien que c'est ce qui me motive à chaque instant.

Je suis sûr que l'on va y arriver, que l'on est en train de sortir de la crise. Je suis persuadé qu'on aura les résultats. Je vois qu'ici, aux Etats-Unis, cela repart. En Europe aussi, cela repart. Alors c'est difficile parce que la situation de la Grèce, il y a beaucoup de fébrilité. Et nous les chefs d'Etat et de gouvernement, nous devons amener du calme, du sang froid, de la sérénité, de la détermination, de la force dans un monde fébrile. C'est ce que j'essaie de faire.

Katie COURIC -- Vous ne devez pas être susceptible. Je ne vais pas vous poser de question personnelle mais j'aimerais simplement que vous nous parliez un petit peu de votre réaction aux rumeurs qui couraient. Certains des membres de votre cercle proche auraient divulgué pour dissuader les gens de cette notion et vos assistants ont dit que c'était un complot politique et qu'il y avait une enquête qui avait été lancée. Est-ce que vous estimez que vos actions ont prolongé ce genre d'histoires et vous ont trop détourné de ce que vous désirez réellement accomplir ?

LE PRESIDENT -- Non. Carla et moi avons une vie très calme, nous sommes très proches l'un et l'autre et tout ceci est très exagéré. Je dois dire que j'ai été très fier de la façon dont elle s'est exprimée à la radio. Avec beaucoup de dignité, beaucoup de calme et je suis toujours désolé quand autour de nous, à côté de nous, en face de nous ou à cause de nous les gens s'excitent trop. En tout cas nous, on traverse tout cela en se serrant bien les coudes et en essayant de nous protéger de tout ceci. Cela n'a pas d'importance pour nous, en tant qu'êtres humains, cela n'a pas d'importance. Il y a tant de souffrance des gens, il y a tant de difficultés dans leur vie quotidienne. Je suis toujours étonné que tout ceci prenne une telle place alors que cela n'en a pas.

Katie COURIC -- En même temps, cela doit être un peu agaçant de temps en temps ?

LE PRESIDENT -- Madame, si on ne veut pas être agacé, on fait un autre métier que le mien. En même temps c'est un métier passionnant avec beaucoup de responsabilités, qui a des contraintes. Je crois qu'il faut les accepter tranquillement et laisser l'agitation bien à l'extérieur. Nous étions très heureux lors de notre voyage à New York et à Washington et tout ce petit clapotis n'a pas d'importance pour nous. Cela fait partie de la vie moderne, d'un système. C'est comme ça, il n'y a pas lieu d'en faire de commentaire. De toute manière on n'y peut rien. Traitons cela le plus calmement possible.

Katie COURIC -- Monsieur le Président, merci beaucoup

LE PRESIDENT -- Thank you very much. You speak French very fluently.

Katie COURIC -- Un petit peu. Merci LE PRESIDENT -- Merci de m'avoir invité. Merci beaucoup.